



SECTION DU
CALVADOS

**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques**

Section du Calvados

PERMANENCE :

7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex
3^{ème} étage – Porte 318

fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr

02.31.38.34.61 ou 06.34.56.51.35

Première Organisation Syndicale dans le Calvados
Depuis la création de la DGFIP

CSAL du 20 février 2024 : compte-rendu

La séance s'est ouverte à 14h00 en présence du directeur, des directeurs, chefs de pôle transverse et fiscal. L'ordre du jour était le suivant :

1. **Règlement intérieur du CSAL (pour avis)**
2. **Détermination des ponts naturels 2024 (pour avis)**
3. **Création d'une cellule dédiée « Remboursements de TVA au sein du Pôle Contrôle et Expertise de caen (pour information)**
4. **Création d'un centre de gestion financière pour le bloc 2, rattaché à la division Etat (pour information)**
5. **Questions diverses**

1. Règlement intérieur du CSAL (pour avis)

Un débat pipé d'avance !



Le règlement intérieur proposé par la Direction est le modèle national qui a fait l'objet d'un vote unanimement contre de l'ensemble des organisations syndicales nationales en CSA de Réseau. Il fait apparaître une régression des droits des représentants des personnels par rapport aux règlements intérieurs des CTL et des CHS-CT.

Le projet de règlement intérieur pour le Calvados a été présenté fin 2023. Lors de la séance, la direction avait demandé aux organisations syndicales de proposer des amendements qui seraient soumis à approbation lors d'un CSAL ultérieur. Chaque OS a donc présenté des modifications et l'ensemble des OS devait s'accorder sur celles-ci. **FO** a compilé les amendements faisant consensus entre OS et ceux-ci ont été présentés à la direction ce jour. (voir liminaire FO)

Dès le début de la discussion, nous nous sommes vus opposer par le directeur l'impossibilité de modifier quoi que ce soit dans règlement intérieur. Le directeur a reconnu que la mise en place avait été longue car le cadre institutionnel était nouveau après la création des CSAL et formation spécialisée en remplacement des CTL et CHS-CT. Il a mis en avant le décret qui prévoyait cette discussion dans le cadre du dialogue social à tous les échelons et in fine dans la déclinaison locale, le CSAL.

**C'EST
POUR VOUS
QU'ON SE BAT !**

**FO LA
FORCE
DU
COLLECTIF !**

Les représentants **FO-DGFiP 14** lui ont répondu par des questions concrètes ; De la genèse à aujourd'hui, quelle évolution y a-t-il eu dans le règlement intérieur ? Peut-t-on résumer le dialogue social à ce mode de fonctionnement, quand l'administration ouvre une porte au travers d'un décret afin que les organisations syndicales puissent proposer des demandes de modification, qui sont ensuite toutes refusées ? Peut-t-on continuer à appeler cela du dialogue social.

Les représentants **FO-DGFiP 14** ont fait part au directeur de leur fort mécontentement au regard de tout le temps passé à travailler sur le sujet et ce, à tous les niveaux, ministériel, directionnel et local, pour rien. Le directeur nous indique qu'une circulaire d'application sera discutée ensuite. Une chose est sûre, on ne nous y reprendra plus !

Le directeur a conclu en indiquant qu'on allait s'en tenir au projet transmis qui n'a pas vocation à être amendé. **FO** a proposé qu'un vote soit fait sur le règlement intérieur et qu'un autre vote soit fait sur les amendements présentés par les organisations syndicales, sachant que ce second vote n'emporte pas prise en compte.

Le règlement intérieur a été rejeté à l'unanimité des OS

Les amendements ont tous été adoptés par les OS.

En cas de vote unanime contre, le CSAL est reconvoqué. Les représentants **FO-DGFiP 14** ont indiqué au directeur qu'ils ne siègeraient pas en deuxième convocation pour un simulacre de dialogue social, puisque le règlement intérieur serait représenté à l'identique.

2. Détermination des ponts naturels 2024 (pour avis)



Deux ponts étaient possibles pour 2024 : le 10 mai et le 16 août. Toutefois, comme indiqué dans notre liminaire, en l'absence de document de présentation, nous pouvions craindre le pire. **Et une fois de plus, reconnaissance zéro !** Pour couronner le tout une décision en demi-teinte, pas de pont naturel pour l'Ascension, mais une présence différenciée selon les services. Bref tous les ingrédients pour susciter l'incompréhension, la colère et la démotivation.

La DGFiP est championne du monde pour « récompenser » ses agents. Le directeur argumente qu'il faut symboliquement montrer que la DGFiP est présente pour accueillir le contribuable, que l'on ne peut pas fermer au public 5 jours consécutifs en milieu de campagne IR. Il indique que 2024 est une année particulière pour les agents publics avec la mobilisation pour les Jeux Olympiques sur plusieurs semaines et qu'il n'y aura pas de congés pendant cette période dans les SIP. C'est un sujet d'exemplarité et nous devrions être solidaires par rapport aux autres collègues mobilisés pour les JO. Il parle d'homogénéité à géométrie variable et indique qu'il n'y aura pas de 10 mai en



congés pour les SIP et que pour les autres services ce sera à voir en assurant une présence à minima. Il n'est pas opposé au pont du 16 août. Ouf !



Les représentants **FO-DGFiP 14** très perplexes face à l'argument ont rappelé au directeur qu'ils avaient effectué un sondage auprès des agents sur les ponts naturels - près d'1 agent sur 2 avait été destinataire de ce sondage - et que sur plus de 230 réponses reçues, échantillon plus que significatif, plus de 99 % se prononçaient pour l'obtention du pont du 10 mai 2024 et environ 98 % pour celui du 16 août. **Comment montrer plus l'attachement des agents à ces ponts naturels ?**

Les représentants **FO-DGFiP 14** ont attiré également l'attention du directeur sur la fermeture des écoles publiques et privées ce jour là, comme chaque année, et sur le fait que depuis que ce jour est neutralisé dans les

écoles, les agents ont toujours eu le pont. Ils ont aussi indiqué que CHORUS est fermé pour 15 jours sur la période, ce qui concerne 50 agents du département. Concernant les postes SPL, l'application est placée systématiquement en maintenance depuis 4 ans lors du pont de l'Ascension.

Après une demande d'interruption de séance demandée par **FO**, la séance a repris.

Les représentants FO-DGFiP 14 ont invité le directeur à revenir sur sa position au regard des arguments apportés argumentant encore, que seraient pénalisés les agents n'ayant pas d'enfants, qui devront sacrifier leurs congés, parfois prévus de longue date. Ils ont déclaré au directeur que l'ensemble de nos services resteraient ouverts pour une seule mission : la campagne IR. Or depuis des années, la DGFiP dissuade les usagers de se rendre à nos guichets. Quelle incohérence ! D'ailleurs, qui se présentera à l'accueil alors que nous sommes toujours fermés à l'Ascension.

Le directeur après exposé de nos arguments a donc soumis au vote.

Pas de proposition pour le 10 mai – pas de vote

Pont naturel du 16 août :

FO-DGFiP 14 et CFDT-CFTC votent **POUR**.

Solidaires vote **CONTRE** et la CGT ne participe pas au vote.

Le pont naturel du 16 août est donc adopté mais pour **les représentants FO-DGFiP 14** il reste beaucoup d'amertume face à une décision incohérente et finalement imposée par l'inter région Nord qui s'immisce dans les prérogatives des directeurs locaux.

Les représentants FO-DGFiP 14 dénoncent une décision inique pour un résultat dévastateur dans les services ! Ils ont souhaité beaucoup de courage au directeur lors de ses futures visites de poste. Le syndicat National FO-DGFiP a interpellé le directeur général Intérimaire sur le sujet ! A ce jour, aucune réponse...

FO vous engage à demander systématiquement votre journée et de laisser faire ! A chacun de prendre ses responsabilités ! La direction tranchera !

3. Création d'une cellule dédiée « Remboursements de TVA au sein du Pôle Contrôle et Expertise de Caen (pour information)

Le responsable du pôle fiscal a rappelé les enjeux de cette mission qu'il a souhaité conserver au sein du PCE en faisant appel au volontariat pour créer une cellule dédiée, préférant cette solution à un rattachement au SIE ou au service du Contrôle Fiscal afin de ne pas les surcharger.

Les représentants FO-DGFiP 14 ont indiqué qu'ils avaient rencontré les agents du PCE pour recueillir leurs observations. Il ressort que les agents sont satisfaits de l'organisation proposée mais qu'ils s'inquiètent malgré tout d'une possible scission du service. Le choix de la cheffe de service et des agents a été de ne pas créer géographiquement une cellule au sein du service mais de laisser les agents tous ensemble. Cette solution a un intérêt certain : rester aux contacts des autres missions du service, contrôle sur place, expertise et programmation, permettant ainsi une certaine « fongibilité » au sein du service et protégeant de l'isolement préjudiciable à l'exercice de la mission.

Les représentants FO-DGFiP 14 ont déclaré au directeur qu'ils souhaitaient que cette décision soit pérenne, car les agents sont attachés à leur affectation au PCE.

Les agents qui sont affectés à la cellule RCTVA sont effectivement volontaires.

4. Création d'un centre de gestion financière pour le bloc 2, rattaché à la division État (pour information)

Les représentants **FO-DGFiP 14** ont rappelé au directeur en préambule la position de **FO-DGFiP** adoptée lors du congrès national FO-DGFiP de Seignosse (40) en avril 2022, dont voici l'extrait :

« La dépense État

La Direction Générale en a modifié profondément l'organisation via le fonctionnement expérimental en Centres de Gestion Financière (CGF) fusionnant les Centres de Services Partagés (CSP) et Services Facturiers (SFACT) existants et regroupant en une structure unique les rôles d'ordonnateur (par délégation) et de comptable public.

*Le Congrès **FO-DGFiP** condamne cette apparente simplification qui porte atteinte au principe de séparation ordonnateur/comptable.*

*Le Congrès **FO-DGFiP** dénonce le jeu de « chaises musicales » qui consiste à « troquer » des ministères contre d'autres entre DD/DRFiP, prétexte à de nouvelles suppressions d'emplois.*

Il condamne la dérive du contrôle hiérarchisé de la dépense (CHD) dans le but de pallier les suppressions d'emplois. De la même manière, il s'oppose fermement à la mise en place du contrôle allégé en partenariat (CAP), nouveau contournement du principe de séparation ordonnateur/comptable. »

Les représentants **FO-DGFiP 14** ont émis des réserves quant à l'organisation retenue car des agents en face à face n'auront pas accès aux mêmes banettes (Workflow) Les agents auraient préféré disposer d'un workflow commun au bloc 2 et 3 ou tout au moins des habilitations leur permettant de piocher indifféremment dans un ou l'autre des blocs. **FO** a rappelé que les agents du bloc 2 n'avaient pas les mêmes méthodes de travail. Le directeur du pôle a répondu aux questions de **FO** en indiquant que la DGFiP ne se substituait pas à l'ordonnateur comptable. **FO** lui a répondu, que lui, comme nous, savait que parler de prescripteur et d'exécutants était une manière détournée de préparer les esprits à une suppression de la séparation ordonnateur/comptable. **FO** s'était inquiété dans un précédent CSAL de la future création de ce CGF bloc 2, craignant aussi que les 5 agents de la DRAAF ne viennent pas, ou pas tous. Le directeur nous a rassuré sur ce point confirmant l'arrivée des 5 agents.

Les représentants **FO-DGFiP 14** ont rappelé que dès 2018 en GT ACTUALITÉ DE LA GESTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT (GPE) alors que cette expérimentation ne concernait que le bloc 3, **FO** avait fait part de ses craintes quand cela concernerait aussi les blocs 1 et 2. Aujourd'hui, nous y sommes, la menace d'une mainmise du Préfet sur ces organisations sera réelle.

Les représentants **FO-DGFiP 14** demandent un suivi et un point d'étape dans quelques mois. Le directeur acquiesce et propose de se revoir au cours du second semestre sur le sujet.

5. Questions diverses

• Division du Recouvrement Forcé

FO a souhaité avoir des informations quant au devenir de la division du recouvrement forcé après le départ en retraite du chef de la division. Les représentants **FO-DGFiP 14** ont fait part des craintes des 3 rédacteurs quant à leur avenir et le risque d'être fusionnés avec la division du contrôle fiscal et, que, se trouvant en bout de chaîne, leur mission soit marginalisée. **FO** demande si le responsable de la division sera remplacé. En effet, de 4 rédacteurs, le chef de service, de par sa longue expérience du recouvrement, participe à la rédaction des mémoires, la division passe à 3 et les rédacteurs redoutent d'être livrés à eux-mêmes. Le directeur du pôle fiscal a tempéré, car les 3 rédacteurs sont expérimentés. Il s'est voulu rassurant.



Pour **FO**, si les enjeux sont importants tant au niveau Contrôle fiscal que recouvrement, il ne saurait être question de fusionner les deux secteurs au risque de voir diminuer les marges de manœuvre en matière de recouvrement. **Les représentants FO-DGFiP 14** ont d'ailleurs démontré que dans chacun des départements normands, une division recouvrement forcée était en place avec partout un cadre supérieur à sa tête même dans des départements de moindre importance que le Calvados. Le chef de pôle s'est encore appuyé sur la RGP pour justifier des modifications et a indiqué qu'il réunirait les agents début mars. **FO restera attentif !**

- **Réorganisation des espaces libérés à Délivrande suite à la suppression des archives dynamiques au 1^{er} et 3^{ème} étage.**

FO a demandé ce qui allait être fait : Salle de réunion ? Espace de convivialité ? Espace de travail partagé bureau zéro papier ? Le directeur a indiqué que pour l'instant la direction en est à la réfection des sols et rien n'est encore établi pour la suite.

- **Politique immobilière de l'État**

FO demande à avoir dans un prochain CSAL un retour sur les perspectives d'occupation des immeubles de Trouville.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée.

LES ELUS FO-DGFiP en CSAL
Bruno GILBERT, Sabrina VOISIN, Frédéric GABRIELLE,
Nathalie BLANCHOT, Audrey LAIGLE, Elodie GILBERT,
Eric GRANDMOUGIN, Christelle OUTREQUIN

